

Élections À la veille des nouvelles législatives prévues le 1^{er} novembre, après celles du 7 juin dont ne se satisfait pas le président Erdogan, l'attentat d'Ankara a approfondi la fracture entre ses partisans et le rang grossissant de ses opposants.

Une Turquie contre l'autre

Par Laurence D'Hondt

Envoyée spéciale à Ankara

Après chaque attentat que connaît la Turquie depuis plusieurs mois – Diyarbakir en juin, Suruç en juillet, Ankara en octobre, le plus meurtrier de l'histoire turque –, le scénario semble se répéter : le gouvernement du président Tayyip Erdogan, par la voix du premier ministre Ahmet Davutoglu, fait part de sa condamnation la plus véhémente face à ces actes « *barbares* ». Mais, pour une large frange de la population turque, les mots du premier ministre sonnent douloureusement creux. Sur les lieux de l'attentat, la compassion affichée ne se vérifie pas ; de nombreux témoignages rapportent au contraire le peu d'empressement des forces de l'ordre auprès des victimes, leur rare présence avant, mais également après les attentats.

De son côté, la presse qui accourt sur les lieux du drame voit son accès à Internet subitement coupé, rendant impossible l'envoi d'images et de témoignages pris à la flamme vive de la douleur. Enfin, ceux qui, dans la foulée de l'événement, décident de se rassembler pour exprimer leur émotion ne sont accompagnés par aucun représentant de l'État. Ils font face à un puissant barrage de policiers casqués et armés qui contraste avec la poignée éparse de policiers devant protéger les manifestants pour la paix, victimes des attentats.

Comme une onde de choc dont l'épicentre est le lieu même de l'attentat, le sentiment d'une imposture – ou tout au moins d'un manque de transparence – s'étend à travers le pays. En quelques heures, la fracture est nette et profonde : il y a ceux qui croient ce que raconte le président, et ceux, de plus en plus nombreux, qui ne le croient pas – ou plus.

► Tensions

« *Comment saurons-nous qui sont les auteurs ?* », soupire un consultant turc installé le soir de l'attentat devant la BBC, où les images de corps allongés sur l'asphalte d'Ankara sont diffusées en boucle. « *C'est peut-être l'État islamique qui veut punir les Kurdes, peut-être les services secrets russes ou israéliens qui veulent déstabiliser la Turquie, peut-être l'État turc qui veut agiter la menace d'une instabilité et resserrer les rangs de ses partisans. On ne saura jamais.* »

« *On ne saura jamais* » : la seule chose qui soit certaine. Si le premier ministre a évoqué plusieurs pistes, il n'a tranché en faveur d'aucunes – sauf la plus improbable : une association entre des djihadistes de l'État islamique et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui est précisément engagé dans le combat au sol contre l'État islamique en Syrie... Un scénario incohérent qui accentue le discrédit sur l'enquête en cours. « *Y a-t-il vraiment toujours des gens au pouvoir à Ankara pour penser que l'on peut faire croire au peuple turc que les Kurdes sont à l'origine de tous nos maux et qu'en les désignant comme l'ennemi, l'AKP [le parti d'Erdogan] pourra gagner les élections ?* », se demandait incrédule Murat Yetkin, l'un des éditorialistes du journal d'opposition *Daily News*, quelques jours après l'attentat.

Les attentats, en effet, se produisent dans un contexte politique tendu pour le pouvoir. Le 7 juin dernier, le parti de la Justice et du développement (AKP), mené par le président Erdogan, n'a pas obtenu la majorité électo-

rale qu'il souhaitait pour changer la Constitution et s'accorder les pleins pouvoirs. Pis : il a assisté à la montée en puissance du Parti démocratique des peuples (HDP), conduit par le dynamique Selahattin Demirtas, un Kurde qui a récolté quelque 13 % des voix en s'appuyant certes sur un électoral kurde, mais en raflant aussi de nombreuses voix turques ! En convoquant de nouvelles élections le 1^{er} novembre pour tenter d'obtenir une nouvelle majorité, le président Erdogan a révélé ses ambitions d'autocrate au grand jour, creusant le fossé entre ceux qui le soutiennent et ceux que son pouvoir autoritaire indispose. Désormais, chaque nouvelle arrestation de journaliste, chaque décision arbitraire prise par le pouvoir, chaque affaire de corruption transforment les rues d'Istanbul, d'Ankara ou de Diyarbakir en un nouveau théâtre d'affrontement entre pro et anti-AKP.

► Dans les cœurs...

« *Il y a un mot que le pouvoir ne peut supporter : "dictateur", qui symbolise une ligne rouge*, explique Eysa Erden, coprésidente du parti HDP à Istanbul, le seul siège qui n'ait pas été saccagé par les membres de l'AKP. *Dès que ce mot est prononcé, les policiers mettent leurs casques, sortent les gaz et foncent sur la foule pour la disperser* ». Une charge violente qui ne fait que renforcer le rang des opposants. « *La résistance augmente surtout dans les cœurs* », susurre Lerzan, un petit bout de femme, ancienne du Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), parti d'extrême gauche interdit.

LE SENTIMENT D'UNE IMPOSTURE – OU TOUT AU MOINS
D'UN MANQUE DE TRANSPARENCE – A GAGNÉ TOUT LE PAYS.

Dans le quartier stambouliote d'Armutlur, où Lerzan veut nous montrer comment les « camarades » ont arraché certaines collines surplombant le Bosphore à la mafia, plane un air de désolation urbaine marquée par les symboles communistes peints en rouge vif. Son amie Zaynep nous installe dans ce décor urbain délabré d'où se détachent les fondations en béton d'une future *cemevi*, l'équivalent de la mosquée pour les alévis, ces musulmans hétérodoxes qui constituent entre 15 % et 20 % de la population turque. « Pendant les années 1980, les alévis étaient opposés à l'armée. Aujourd'hui, nous nous opposons à Erdogan, explique Zaynep, mais, pour nous, c'est toujours l'État répressif sauf qu'il a pris une façade civile. »

Si la gauche turque est réputée pour son radicalisme, l'opposition à l'AKP déborde aujourd'hui largement ces milieux. « Dans l'opposition à l'AKP, il y a aujourd'hui tout ce qui ne ressemble pas à Tayyip : les Kurdes, les chrétiens, les alévis, les femmes, les jeunes, les socialistes, les homosexuels », résume non sans humour la coprésidente du HDP. Face à ces rangs aux contours variables et perméables, se dressent ceux que la politique du gouvernement Erdogan a favorisés : les populations d'Anatolie qui ont bénéficié du développement économique du pays, mais également l'ensemble des droites turques, qu'elles soient nationalistes ou islamistes, voire les deux.

« Les jeunes ont la mémoire courte, s'indigne un commerçant du grand bazar d'Istanbul. Il y a 20 ans ici, il n'y avait pas d'eau dans le bazar et les rues de nos villages étaient toutes en terre. Ils réclament à présent la liberté, mais quand il n'y aura plus de développement économique, ils auront tout perdu. » Sur les rives de la mer Noire comme dans les campagnes anatoliennes, les populations conservatrices et musulmanes continuent de manifester un large soutien au président. L'AKP reste le premier parti de Turquie, avec 40,6 % des voix obtenues aux élections du 7 juin.

► L'islam et le bon Turc

Pris de mégalomanie, le président Erdogan ne peut désormais s'en satisfaire. Il cherche à façonner la Turquie selon ses rêves de grandeur et de puissance et n'hésite plus à malmenier les fondements laïques de la République,

en agitant l'attachement de son électorat à l'islam comme marque distinctive, voire comme différence essentielle pour définir le bon Turc.

Dans le contexte tragique que connaît la région, où les interprétations de l'islam sont devenues l'objet d'une guerre fratricide, ce jeu-là est

des attentats, le public s'est mis à les siffler en criant « Allahu Akbar ».

« Lorsque j'ai grandi, il était honteux de demander si quelqu'un était chrétien ou musulman », raconte avec mélancolie une doctorante en histoire byzantine, rencontrée au Fener, le quartier qui abrite toujours la plus



Opposant kurde à Istanbul. « Dans l'opposition à l'AKP, il y a aujourd'hui tout ce qui ne ressemble pas à Tayyip. »

certainement le plus dangereux dans lequel le président turc s'est engagé. Quelques jours après l'attentat d'Ankara, un match de football à Konya a parfaitement illustré cette dérive : alors que les joueurs respectaient une minute de silence en hommage aux victimes

haute autorité du monde chrétien orthodoxe d'Orient, « aujourd'hui, chacun se définit comme kurde, chrétien, alévi, musulman sans aucune gêne, sans aucune honte. Cela me rend triste et inquiète pour l'avenir de la Turquie ». ■